

La diaspora roumaine manifeste contre la corruption

Les émigrés, contributeurs essentiels de l'économie, fustigent le pouvoir

BUCAREST - correspondant

Gaz lacrymogène et canons à eau ont été utilisés par les forces de l'ordre pour disperser, le 10 août dans la soirée, une manifestation d'environ 80 000 personnes à Bucarest. La plupart d'entre eux étaient des Roumains de la diaspora venus protester contre la corruption institutionnalisée qui gangrène leur pays.

Nicuser Vasile, petit entrepreneur dans le bâtiment émigré à Bruxelles depuis cinq ans, a fait 2 200 kilomètres de route pour se rendre place de la Victoire, devant le siège du gouvernement, lieu traditionnel des manifestations. Agé de 45 ans, il a quitté la Roumanie en 2013. «*J'en avais marre, explique-t-il. En Roumanie, je travaillais jusqu'à douze heures par jour et j'avais du mal à joindre les deux bouts. Nous avons tout ce qu'il faut pour vivre aussi bien à Bucarest qu'à Bruxelles ou à Paris, mais la corruption a détruit ce pays.*»

«*Pourquoi une telle violence? Nous ne céderons pas,* prévient M. Vasile. *J'envoie l'argent que je gagne en Roumanie et qu'est-ce que je reçois en échange? Du gaz lacrymogène et des jets d'eau sur la tête. Nous ne confierons pas la Roumanie à une bande de voleurs qui ont fait main basse sur le gouvernement et sur le Parlement.*»

Vendredi, le président libéral

Klaus Iohannis a affiché sa solidarité avec les manifestants et a aussitôt réagi au zèle policier du gouvernement. «*Je condamne l'intervention brutale de la gendarmerie, disproportionnée par rapport à l'attitude paisible de la plupart des manifestants*», a-t-il déclaré.

«*Si tu es honnête, tu crèves*»

La Roumanie est entrée dans l'UE en 2007, et des millions de ses ressortissants sont partis chercher une vie meilleure dans l'ouest du continent. Officiellement, 3 millions ont émigré en Occident, mais, selon les associations de la diaspora, il y en aurait 5 millions, soit un Roumain sur quatre. C'est grâce à eux que l'économie du pays s'est maintenue. Tous les ans, ils envoient à leurs familles environ 5 milliards d'euros, une somme importante dans un pays où le salaire moyen est de 500 euros.

Le 10 août, ils s'étaient donné rendez-vous dans la capitale pour exprimer leur colère contre le gouvernement. Le mécontentement était monté d'un cran en février 2017, lorsque l'exécutif social-démocrate a multiplié les mesures pour mettre fin à la campagne anticorruption lancée au début des années 2000.

«*Les hommes politiques sont allés trop loin, ils se comportent comme des gens auxquels tout est permis, selon Nicuser Vasile. Ma femme et ma fille vivent ici et c'est*

ici que je veux vivre, mais si tu es honnête dans un pays corrompu jusqu'à la moelle, tu crèves. Je ne veux pas vivre toute ma vie à l'étranger, je veux vivre avec ma famille dans un pays qui respecte les règles. Mais comment peut-on respecter la loi si ceux qui la font, nos députés et nos gouvernants, ne la respectent pas?»

Après une victoire écrasante aux législatives de décembre 2016, Liviu Dragnea, le chef de file des sociaux-démocrates, n'a pas pu devenir premier mi-

Le président de la Chambre des députés a fait modifier le code pénal pour blanchir son casier

nistre en raison d'une condamnation à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Le 20 juin 2018, il a été condamné une deuxième fois à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir. M. Dragnea, qui préside la Chambre des députés, fait aussi l'objet d'une troisième enquête pénale pour détournement de 20 millions d'euros de fonds européens à travers une société de construction d'auto-roues.

Mais il a trouvé la parade : modifier le code pénal pour blanchir son casier judiciaire et limiter drastiquement le pouvoir des magistrats. Le 18 juin, les députés ont voté un nouveau code pénal, vivement contesté par les spécialistes. Le gouvernement a également réussi à obtenir le limogeage de Laura Codruta Kövesi, chef du Parquet national anticorruption (DNA), qui incarnait cette lutte.

La Commission européenne et les instances occidentales s'inquiètent au sujet de l'Etat de droit en Roumanie, d'autant plus que le pays assurera la présidence tournante de l'UE pendant six mois à partir du 1^{er} janvier 2019. Le

28 juin, douze pays occidentaux, dont la France et les Etats-Unis, avaient exhorté le Parlement roumain à ne pas modifier la loi pénale. «*Nous appelons nos partenaires roumains à éviter des modifications qui pourraient affaiblir l'Etat de droit et la capacité de la Roumanie à lutter contre la délinquance et la corruption*», déclarait le communiqué des chancelleries occidentales à Bucarest.

Le 10 juillet, la France est revenue à la charge avec une déclaration du porte-parole du Quai d'Orsay : «*A quelques mois de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, la France et ses partenaires européens resteront vigilants sur l'évolution de la situation de l'Etat de droit en Roumanie.*» ■

MIREL BRAN